



DÉCLARATION DE CHIANG MAI :

PARTENARIAT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AU SERVICE DE L'AMÉLIORATION DE L'ÉVALUATION

1. En tant que participants au Forum international EvalPartners sur les capacités d'évaluation de la société civile, qui se tiendra à Chiang Mai, en Thaïlande, du 3 au 6 décembre 2012, nous sommes unis par un même engagement envers l'évaluation, instrument efficace de promotion et de soutien d'un développement humain équitable. À titre de représentants des organisations volontaires de l'évaluation professionnelle (OVEP) régionales, nationales et mondiales ainsi que des organismes de coopération pour le développement, nous convenons avoir formé une nouvelle alliance axée sur l'équité, l'égalité des sexes et la justice sociale et reposant sur les principes collectifs de partenariat, d'innovation, d'inclusion et de droits de la personne, ainsi que sur les objectifs communs ci-après.
2. Les efforts de développement sont d'autant plus efficaces lorsqu'ils sont pilotés par les pays eux-mêmes, qui les adaptent à leurs propres besoins et situations. Dans cette perspective, nous reconnaissons le rôle essentiel des systèmes et fonctions d'évaluation propres à chaque pays qui garantissent l'efficacité, l'efficience et la souplesse des initiatives de développement, des résultats souhaitables et une qualité de vie accrue pour tous les citoyens.
3. Les organisations de la société civile, notamment les OVEP, doivent jouer un rôle clé en influençant et en augmentant la demande en matière d'évaluations et l'utilisation de leurs résultats, ainsi qu'en renforçant la capacité des autorités locales et nationales, des collectivités, des ONG et des secteurs universitaire et privé afin d'approuver et d'appuyer l'évaluation de leurs propres programmes et politiques.
4. Au début des années 1990, il n'existait qu'une poignée d'OVEP dans le monde. Depuis, leur nombre n'a cessé d'augmenter. On en recense aujourd'hui près de 135. Conscients du grand potentiel et du savoir-faire que représente cet essor, nous nous engageons à coopérer pour renforcer les capacités des organismes de la société civile, notamment les OVEP jeunes et émergentes, afin de contribuer aux processus de développement

durable locaux, nationaux et mondiaux grâce à l'évaluation. Nous sommes convaincus que les organismes de la société civile et les OVEP sont particulièrement bien placés pour participer stratégiquement et de façon concrète aux processus nationaux de développement en influençant et en soutenant l'avancement des systèmes d'évaluation à l'échelle locale et nationale. En influant sur les décideurs, d'autres intervenants et l'opinion publique, ils peuvent contribuer à éclairer les politiques, programmes et processus grâce à des résultats probants et à favoriser un développement efficace et équitable.

5. Nous nous engageons à collaborer à la mise en œuvre des changements suivants :
 - les OVEP sont renforcées. Leurs capacités institutionnelles et organisationnelles sont rehaussées;
 - les OVEP sont plus influentes. Elles sont davantage à même de jouer un rôle stratégique en favorisant un environnement propice à l'évaluation dans leur pays en plus de contribuer à améliorer les systèmes d'évaluation nationaux et à promouvoir le recours à des données d'évaluation dans le cadre de l'élaboration de politiques orientées vers des résultats de développement efficaces, équitables et favorisant l'égalité entre les sexes;
 - les OVEP élaborent des stratégies durables afin de renforcer les compétences, les connaissances et les capacités d'évaluation de leurs membres et des évaluateurs au sens large, en vue de gérer et de réaliser des évaluations utiles et crédibles.

6. De façon périodique, nous nous rendrons mutuellement compte de nos progrès relativement à ces engagements, que nous réaliserons grâce au plan d'action 2013 et à la stratégie visant à faire de 2015 l'année internationale de l'évaluation, conformément aux discussions de Chiang Mai, ainsi que des actions conjointes entreprises après 2015. Nous convenons qu'une coopération durable et l'observation de ces objectifs et principes communs nécessitent un appui continu et marqué de la part de chacun des partenaires. Nous abordons cette entreprise avec un sens commun des responsabilités, la volonté d'apprendre les uns des autres par le dialogue et l'échange d'information, dans le respect des valeurs de diversité, d'intégrité, d'égalité des sexes et d'humanité commune.

Chiang Mai, Thaïlande, décembre 2012